

## L'URSS dans le « nouveau » système international

Marie Lavigne

Volume 21, numéro 4, 1990

Monde : prochain épisode

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702747ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702747ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lavigne, M. (1990). L'URSS dans le « nouveau » système international. *Études internationales*, 21(4), 775–790. <https://doi.org/10.7202/702747ar>

# L'URSS dans le «nouveau» système international

Marie LAVIGNE\*

Quelle sera la place de l'URSS dans le nouveau système économique international du XXI<sup>ème</sup> siècle? Le désordre politique qui caractérise le régime soviétique à la fin de 1990 rend hasardeuse toute projection. En tout état de cause on ne peut plus considérer l'URSS comme la grande puissance à la tête du système socialiste international: ce système s'est effondré. L'URSS est désormais seule face au monde économique de demain – si elle survit à sa propre désintégration.

## I – La fin d'un monde: la disparition du système socialiste international

Nous examinerons d'abord l'insertion de l'URSS dans l'économie mondiale telle qu'elle a été perçue depuis la guerre, pour examiner les problèmes posés au monde occidental par les «révolutions» de 1989, et les scénarios possibles qui en résultent. Ce faisant nous parlerons aussi de l'Europe de l'Est. La domination politique, idéologique et militaire de l'URSS sur le «bloc» socialiste dans le passé, l'interdépendance économique entre l'URSS et l'Europe de l'Est, la répercussion sur tous ces pays de la désintégration du Comecon et de l'Union soviétique, requièrent une telle approche.

### A — Les modèles du passé: des relations entre systèmes économiques et sociaux différents

L'URSS de la guerre froide, après 1945, faisait figure de puissance militaire dotée d'un large potentiel économique, exploité au service d'un complexe militaro-industriel et au détriment des besoins immédiats du peuple. La capacité de développement du pays ne faisait pas de doute; les taux de croissance de l'après-guerre démontraient l'aptitude de la planification centrale à assurer une reconstruction économique rapide, fût-ce à coûts matériels et humains élevés. L'isolationnisme du pays voulu par Staline et justifié par le «boycott» occidental excluait toute «insertion» de l'URSS dans le système économique mondial: la thèse stalinienne d'une coexistence

\* Professeur à l'Université de Paris I, Panthéon Sorbonne. Visiting Fellow, Institute for East-West Security Studies, New York et Centre Européen de Stiring, Tchécoslovaquie.

durable de deux marchés séparés, socialiste et capitaliste, impliquait l'autarcie du bloc socialiste dans sa dimension économique.<sup>1</sup> Le Comecon fut créé en 1949, pour confirmer cette orientation. L'organisation économique du système socialiste signifiait à la fois la domination soviétique sur les démocraties populaires européennes, l'imposition d'un modèle de développement identique à celui de l'URSS, et une exploitation directe des ressources de l'Europe de l'Est qui prit fin bien après la mort de Staline, à la fin des années cinquante.

Au cours des deux décennies 1960-1979, la coopération Est-Ouest, soutenue par la croissance économique en Europe occidentale jusqu'au milieu des années soixante-dix, puis par les gains économiques retirés par l'URSS du premier choc pétrolier, parut ouvrir des possibilités durables de coexistence entre les deux systèmes. Les réformes économiques en URSS et en Europe de l'Est mises en orbite dans les années soixante semblaient pouvoir améliorer l'efficacité de la planification. La modernisation technologique effectuée à l'Est, avec des méthodes toujours centralisées mais grâce aux apports occidentaux d'équipements et de savoir-faire, rapprochait les intérêts de deux systèmes économiques et sociaux voués à rester différents. L'Acte Final de la Conférence d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe, en 1975, illustre ce consensus.

La réprobation suscitée à l'Ouest par l'invasion soviétique de l'Afghanistan et par la loi martiale en Pologne, au début des années quatre-vingt, provoqua un nouvel isolement de l'URSS, associé à une différenciation entre les pays de l'Est de la part de l'Occident : les «bons» étant ceux qui se distancieraient de la politique soviétique, et les «méchants» tous les autres. Pour les États-Unis qui appliquèrent systématiquement cette approche dès l'invasion de l'Afghanistan, la Roumanie et la Hongrie appartenaient au premier groupe et bénéficièrent à ce titre d'avantages économiques, notamment de la clause de la nation la plus favorisée (clause MFN en sigle anglais). La communauté internationale dans son ensemble ratifia cette approche en acceptant rapidement la Hongrie au Fonds Monétaire International et à la Banque Mondiale en 1982, tandis que la Pologne, qui avait déposé sa demande d'adhésion en même temps en novembre 1981, dut attendre 1986 après la levée de la loi martiale et l'annulation des conséquences politiques de celle-ci. Les pays d'Europe occidentale n'adhèrent cependant pas uniformément à cette conception, notamment à cause de l'intérêt économique d'affaires avec l'URSS et les pays commercialement les plus attractifs tels que la RDA et la Tchécoslovaquie. Mais il fallut attendre l'arrivée au pouvoir de M. Gorbatchev en URSS pour envisager une véritable insertion des pays socialistes dans le système économique international. Le symbole politique de cette bonne volonté fut la reconnaissance mutuelle du Comecon et de la CEE consacrée par une Déclaration commune du 25 juin 1988. Ce

1. Cf. Joseph STALINE, *Les Problèmes économiques du socialisme en URSS*, Moscou, 1952, édition française Paris, Norman Béthune.

texte de quelques lignes est l'image parfaite de l'économie politique du signe : déjà voué dès sa signature à n'avoir aucune conséquence pratique, il devint totalement obsolète en 1990 avec la mort annoncée du Comecon en janvier de cette année.

Le modèle d'insertion s'appuyait sur l'idée que les pays socialistes continueraient à exister comme tels dans un contexte économique réformé. Ce faisant l'Ouest admettait le maintien de l'idéologie socialiste marxiste-léniniste, et d'un système politique de parti unique, tout en encourageant la reconnaissance de mouvements sociaux tels des syndicats libres, et l'assouplissement du régime politique (respect des droits de l'homme). De la même manière les réformes ne semblaient pas remettre en cause les principes économiques du socialisme, notamment la planification et la propriété d'État. L'URSS et l'Europe de l'Est étaient toujours traitées comme des économies «à commerce d'État» lorsqu'on envisageait leur intégration plus étroite dans le système commercial international. Malgré les protestations de la Hongrie, de plus en plus pressantes depuis 1980, le pays affirmant s'être dégagé de l'économie d'État et revendiquant d'être traité comme une économie de marché, les laborieuses négociations qui aboutirent en 1988 à la signature d'un accord de commerce avec la Communauté butèrent longtemps sur cet obstacle.

En 1988, l'URSS était vue par l'Ouest comme le pays le plus avancé sur la voie de la réforme économique après la Hongrie, qui semblait d'ailleurs avoir partiellement servi de modèle à la *perestroïka*. La Pologne commençait à devenir crédible comme pays «réformiste» après les années de méfiance internationale qui avaient suivi la loi martiale. L'adhésion au Fonds monétaire international en 1986 avait donné le coup d'envoi à cette crédibilité ; la détérioration de la situation économique intérieure et externe la limitait cependant. On pensait que la *perestroïka* soviétique aurait tôt ou tard un effet d'impulsion sur les pays «non réformistes», mis à part le cas de la Roumanie. Même en ce qui concerne ce pays, la communauté internationale, bien que de plus en plus réprobatrice du totalitarisme du régime, était sensible à l'apparente bonne santé des finances extérieures de la Roumanie.

L'ensemble URSS-Europe de l'Est continuait néanmoins à être traité comme un «bloc», quelle que fût la différenciation faite entre les pays. Économiquement, le Comecon paraissait lui aussi sur la voie des réformes, et le schéma retenu à la session de juin 1988 de l'organisation, quoique relativement vague, annonçait une évolution vers un «marché commun» avec lequel un dialogue économique pouvait être envisagé à terme. L'URSS était considérée comme la puissance dominante du groupe. La notion d'exploitation avait mis plus longtemps à s'effacer dans les visions occidentales que dans la réalité, mais en 1988 on admettait depuis plus d'une décennie déjà – en fait, depuis le premier choc pétrolier – que l'URSS avait à payer un «prix» économique pour la cohésion politique du bloc. Les «coûts de l'empire» acquittés par l'URSS garantissaient en même temps la stabilité implicite du «bloc» socialiste. Même si, à la suite de la faillite extérieure de

la Pologne en 1981, les créanciers occidentaux avaient à regret abandonné la théorie dite du «parapluie» selon laquelle l'URSS garantirait les dettes de ses partenaires du Comecon, il en subsistait encore quelque chose, à savoir que l'URSS ne laisserait pas l'Europe de l'Est sombrer dans le chaos économique. On était loin alors d'envisager que l'URSS elle-même glisserait dans un tel chaos.

Dans ces conditions, le modèle d'insertion reposait sur la conciliation des différences systémiques. La participation généralisée de tous les pays de l'Est, URSS incluse, aux grandes organisations économiques internationales était envisagée à terme. La plupart de ces pays étaient membres du GATT; la Pologne et la Hongrie tendaient à vouloir y jouer un rôle de plus en plus actif, la Roumanie s'y était placée en retrait depuis le durcissement du régime Ceaucescu, la Tchécoslovaquie quoique membre «dormant» avait été parmi les fondateurs; la Bulgarie, observateur, attendait son passage au statut de membre à part entière, et l'adhésion de l'URSS (qui devait devenir effective en 1990) paraissait possible sous conditions de «normalisation commerciale» garantissant l'ouverture de son marché. En ce qui concerne le FMI dont n'étaient membres, en 1988, que la Roumanie, la Hongrie et la Pologne dans l'ordre de leurs adhésions, une inclusion généralisée des pays de l'Est paraissait plus éloignée quoique non exclue. Pour les deux organisations le cas de la RDA était à mettre en réserve, tant à cause de l'inflexibilité politique et économique du régime que du statut commercial et financier particulier du pays vis-à-vis de la RFA.

L'Ouest s'accordait plus ou moins implicitement sur les conditions de l'insertion. Au sens large, il s'agissait pour ces pays de se conformer aux règles du jeu internationales: ouverture du marché, convertibilité au moins partielle de la monnaie domestique. Le refus de l'autarcie devait permettre aux hommes d'affaires et banquiers occidentaux de travailler avec ces pays dans des conditions semblables à celles reconnues par la généralité de leurs partenaires dans le monde. C'est sur ces conditions microéconomiques d'ailleurs qu'avait insisté la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe en 1987 dans le document élaboré à Madrid: la «facilitation des échanges» et des investissements étrangers devenait le test principal de l'ouverture. Cela supposait une adaptation des règles internes. Il fallait notamment que les agents économiques internes, fussent-ils entreprises d'État, puissent prendre des décisions de façon autonome, et que les prix internes soient influencés par les prix externes (cette dernière condition étant nécessaire au fonctionnement de tarifs douaniers, qui en économie de marché devraient être la seule forme de restriction aux échanges – principe non respecté dans les économies de marché occidentales, mais néanmoins pierre angulaire du GATT). Mais ces conditions n'impliquaient pas de transformation radicale des économies planifiées.

Parallèlement, l'insertion dans l'économie mondiale ne supposait pas le renoncement à des relations privilégiées au sein du Comecon. Assurément une transparence plus grande de ces relations était souhaitée, de même qu'une possibilité de concurrence effective entre les fournisseurs

occidentaux et les fournisseurs des pays membres. Mais la logique même de ces échanges, vue comme soviéto-centrée (échanges de matières premières soviétiques contre des produits manufacturés de l'Est) n'était pas remise en cause.

Reposant sur une perception durable des différences systémiques, le modèle d'insertion demeurait vague sur le statut économique des partenaires de l'Est. Égaux ou inférieurs ? La question n'était pas pertinente : ils étaient et resteraient différents, ni Tiers Monde, ni pays développés à économie de marché. Cela évitait d'avoir à leur dire en face qu'ils étaient de fait économiquement inférieurs : par une technologie dépassée (les pays de l'Est l'admettaient d'ailleurs mais en attribuaient la faute à l'embargo occidental sur les exportations dans le cadre du Cocom) ; par une faible compétitivité imputable à l'absence de concurrence qui caractérise la planification centrale ; par une structure économique mal adaptée à la demande mondiale, effet subsistant du modèle stalinien de développement. Tout cela ne menaçait pas l'Ouest, même si cela créait des difficultés pratiques pour les relations commerciales. Même admis dans les «clubs» des pays occidentaux, GATT, FMI, Banque Mondiale, ils formeraient à jamais un groupe à part, traité comme tel à travers les conditions spéciales d'adhésion et de participation. C'est justement parce qu'il paraissait difficile de limiter de cette manière le rôle éventuel de l'URSS au sein du FMI que l'adhésion soviétique à l'organisation monétaire du monde occidental soulevait autant de réserves.

## B — La dissolution du bloc économique socialiste

L'Ouest a toujours appelé cette dissolution de tous ses vœux. Maintenant, en 1990, qu'elle est un fait accompli, elle lui pose un certain nombre de problèmes.

Faisons tout d'abord l'inventaire de ce qui a disparu. C'est tout d'abord l'économie socialiste dans son principe : partout, la transition se fait vers l'économie de marché. En 1988, la notion de «socialisme de marché» a connu un bref regain d'intérêt ; elle a été engloutie, tout comme sa variante soviétique de «marché socialiste», dans la logique économique de la transition, et dans le refus politique du communisme. En URSS, M. Gorbatchev croit encore au socialisme, mais n'en voit le salut que si le marché (non qualifié de socialiste !) réussit.<sup>2</sup> L'auteur du projet de réforme à ce jour le plus radical, l'académicien Shatalin, est membre du parti communiste, mais se déclarait en présentant son programme de «500 jours» aux États-Unis, en octobre 1990, «plutôt social-démocrate», et ne faisait nulle référence au socialisme comme modèle d'un système économique. Cela ne veut pas dire que les séquelles du modèle socialiste sont abolies. Elles subsisteront plus

2. «S'il s'agit de liberté économique, de manifestations d'initiative, du bien-être dans l'existence, des conditions dans lesquelles se réalise le potentiel de liberté individuelle, cela ne correspond-il pas à l'idéal de socialisme?» M. Gorbatchev, discours au Soviet Suprême, 19 octobre 1990.

longtemps qu'on ne le pense à l'Est et à l'Ouest, sous des formes variées : maintien de la propriété d'État parce qu'il sera impossible de privatiser à court terme toute l'économie ; absence de compétition entre les entreprises, habituées à être régies par un plan ; structures industrielles caractérisées par la dominance de la grande industrie, qu'il est impossible de démanteler à bref délai.

Le rejet du socialisme introduit-il une nouvelle cohésion entre les pays «ex-»socialistes ? Nullement. Il exacerbe au contraire toutes les oppositions passées, qui étaient en quelque sorte contenues par l'idéologie dominante. Tout d'abord chaque pays suit sa propre voie dans la transition – en mettant à part le cas de la RDA, où la transition s'est faite par absorption directe dans l'économie de marché la plus efficace du monde occidental. S'il y a une certaine communauté d'approches entre les conceptions économiques des dirigeants hongrois, polonais et tchécoslovaques, qui les oppose de ce fait à l'URSS et aux deux pays qui sont encore dans le purgatoire de la transition, la Roumanie et la Bulgarie, les trois pays d'Europe centrale sont chacun soucieux de se démarquer des autres, voire d'affirmer une priorité ou supériorité dans la transition : la Hongrie car le «nouveau mécanisme économique» de 1968 est l'ancêtre de toutes les transitions, la Pologne car elle a osé appliquer un «traitement de choc» et introduire en bloc le marché en 1990, la Tchécoslovaquie car elle n'a pas eu besoin d'un tel traitement.

En second lieu, l'URSS a perdu sa fonction de référence, positive ou négative. Face aux réformes antérieures, on s'interrogeait toujours sur la position soviétique : l'URSS approuverait-elle ? Imiterait-elle ? Aujourd'hui la question n'est plus pertinente : l'URSS n'a rien à dire, et de plus en plus elle devient un bloc extérieur à l'Europe centrale et orientale.

La disparition d'une conception socialiste de l'économie et de son corollaire, le rôle dirigeant de l'URSS, a accéléré la désintégration du Comecon. Non que celui-ci, en tant qu'organisation économique, ait jamais eu une forte réalité. Il est étrange de constater aujourd'hui le sur-dimensionnement du Comecon dans les commentaires occidentaux. Ainsi, lors de la 45<sup>ème</sup> session de l'organisation, en janvier 1990 à Sofia, a consacré la dissolution de fait de celle-ci en supprimant ses deux mécanismes essentiels, le système des prix et celui des règlements en roubles transférables, les commentateurs ont presque à l'unanimité salué le passage, désormais, à des relations bilatérales entre les pays membres, remplaçant le multilatéralisme du passé. Mais il n'y a presque rien eu de multilatéral dans le fonctionnement passé du Comecon, et s'il y a quelque chose à lui reprocher, c'est bien son inefficacité résultant d'un bilatéralisme persistant. Un tel bilatéralisme était une parade politique de la part des petits pays pour échapper aux tentatives d'intégration supra-nationale développées par l'URSS. En ce sens on peut voir dans le bilatéralisme une réaction de défense positive ; mais en même temps un mode de fonctionnement appuyé sur les relations de chaque pays membre avec l'URSS a singulièrement limité les possibilités réelles d'une coopération régionale.

De telles possibilités pourraient-elles être ravivées ? La réponse, pour le moment, est non ; j'ajoute malheureusement non. Ce n'est plus que l'on craigne, en Europe centrale, la domination de l'URSS ; on craindrait plutôt la propagation de son chaos. Le refus du socialisme/communisme est encore plus fort à l'échelle internationale qu'à l'intérieur de chaque pays : tout ce qui pourrait faire croire à la survie d'un « bloc » est honni. Chaque pays « ex- » socialiste veut s'intégrer à l'Ouest, de préférence le premier, et tout seul. On ne veut même pas songer à des perspectives de bon sens, par exemple l'utilité de développer le commerce, voire les investissements croisés, en Europe centrale. À mesure que chaque pays abaisse ses barrières vis-à-vis de l'Ouest, il en élève de nouvelles vis-à-vis de ses anciens partenaires. Recommander le développement du commerce mutuel dans la zone, soutenu par des mesures institutionnelles modestes comme la création d'une zone de libre-échange, sans parler d'union douanière et encore moins de marché commun, est perçu comme une déclaration hostile à l'intégration future dans la communauté européenne, ou comme le désir pervers de vouloir maintenir ces pays dans une structure économique obsolète. On pourrait pourtant songer à une solution logique : si chacun des pays engagés dans la transition la réussit, et si chacun devient une économie de marché, pourquoi ne pas envisager de commercer entre soi comme entre des économies de marché ? Cela s'applique également aux relations avec l'URSS : si malgré le chaos actuel de l'économie soviétique il se trouve encore des hommes d'affaires occidentaux pour miser sur ce futur marché, pourquoi les partenaires traditionnels de l'URSS n'en feraient-ils pas autant ? Certains dirigeants à l'Est l'entrevoient mais se gardent d'énoncer de telles propositions, politiquement inacceptables. À l'Ouest, la plupart des conseillers des pays de l'Est abondent dans le sens que ceux-ci souhaitent. Peu d'hommes politiques (avec des exceptions remarquables, dont le Président de la Commission européenne, Jacques Delors) osent suggérer la mise en place d'un nouvel arrangement régional, fût-il limité et transitoire, à l'Est.

Ces deux faits majeurs – rejet total des principes économiques du socialisme et désintégration du bloc économique de l'Est – vont retentir sur la manière dont l'URSS peut se placer dans le système économique international.

### C — La place de l'URSS dans le monde économique de demain

Pour la première fois depuis la guerre, l'URSS ne se reconnaît plus aucune responsabilité économique dans le monde, autre que sa propre survie.

Elle n'est plus responsable du « bloc de l'Est ». Cette situation nouvelle clôt le long débat sur le point de savoir si par le passé l'URSS exploitait ses partenaires ou se laissait volontairement (en échange de domination politique) exploiter par eux. La question est désormais entendue. Le passage à un nouveau système de prix et règlements entre les pays membres de l'ex-Comecon, à partir de janvier 1991, devrait en principe être avantageux à l'URSS. Les calculs faits au début de 1990 et se fondant sur les flux bilatéraux



existants ont mis en évidence que le nouveau système, utilisant les prix «mondiaux» en monnaies convertibles, devrait rapporter à l'URSS un surplus annuel d'une dizaine de milliards de dollars ; ceci avant la crise du Golfe, qui en principe devrait accroître encore ce gain du fait de la hausse du prix du pétrole. En effet, dans l'ancien système, l'URSS vendait aux pays de l'Est du pétrole, du gaz et des matières premières à des prix de fait inférieurs aux prix mondiaux (une fois transcrits en devises à un taux réaliste de conversion du rouble transférable), et leur achetait des produits manufacturés à des prix bien supérieurs aux prix mondiaux si l'on faisait intervenir la faible qualité de ces produits. Est-ce la preuve qu'autrefois l'URSS «subventionnait» ses partenaires ? Les pays de l'Est le nient violemment. À cette «subvention» statique ils opposent les coûts dynamiques de leur absorption dans le système soviétique après la guerre qui les a coupés du modèle occidental de développement, les dépenses qu'ils ont dû supporter pour financer le développement de l'énergétique en URSS. Nous n'entrerons pas ici dans le détail de ce débat, ni dans ses issues pratiques – il est vraisemblable que l'URSS retirera des gains bien moindres du nouveau système, du fait de son incapacité à développer ou simplement maintenir ses ventes.

L'aspect nouveau est que l'URSS ne se sent plus concernée par le sort de ses anciens partenaires. Voyons le texte du «plan Shatalin» de 1990 (le fait que ce plan n'ait pas été adopté n'a pas d'importance pour notre propos) : «les relations avec les pays du Comecon se construisent compte tenu du manque d'avenir de cette organisation, en comprenant bien qu'à moyen terme ces pays comptent utiliser l'URSS uniquement pour adoucir le processus de leur réorientation économique vers l'Ouest. On ne doit plus tolérer le maintien, avec les pays du CAEM, de règlements en clearing ou de prix non équivalents [note M.L. : c'est-à-dire du maintien, fût-il provisoire et limité à certains pays, de l'ancien système dans la mesure où il constituait une subvention]. Il est inévitable de contracter le commerce avec ce groupe de pays jusqu'à un niveau optimal». <sup>3</sup> Le programme présidentiel finalement adopté en URSS le 19 octobre 1990 est moins brutal mais parle de limiter le commerce avec le CAEM à un niveau «efficient».

De la même manière, l'URSS se déclare désormais non responsable au titre de l'aide au développement. On est bien loin de l'époque où l'URSS soutenait les pays du Tiers Monde socialistes (au premier chef les membres du Comecon, Mongolie, Cuba et Vietnam) ainsi qu'un certain nombre de pays à «orientation socialiste». Ces derniers ont pour la plupart d'ailleurs commencé eux-mêmes une transition similaire à celle de l'Europe de l'Est, soit sur le modèle de la RDA (la fusion des deux Yémen), soit par proclamation de la supériorité du marché (Éthiopie, Angola, Mozambique). De toute façon l'URSS diminue son aide. Déjà dans le budget de 1990 l'aide au développement était réduite de près de 25 %, passant de 12,5 à 9,7 milliards de

3. Transition (1990), *Perekhod k rynku, kontseptsia i programma* (La Transition vers le marché, conception et programme), Moscou, p. 122. D'après le texte du «plan Shatalin» tel qu'il a été imprimé et distribué aux députés de Russie et d'URSS en septembre 1990.

roubles ; le plan Shatalin proposait de l'abaisser encore de 75 %. La formule populaire, comparable à l'expression française de même esprit «plutôt la Corrèze que le Zambèze», est «plutôt aider Bakou que Cuba».

L'URSS se présente désormais seule face au monde, «sans qualités», sans traditions «capitalistes» comparables à celles, même rudimentaires, des pays de l'Est ; avec l'héritage des structures économiques socialistes du passé qui y rendent extraordinairement difficile la transition ; avec l'abandon de tout leadership économique. Qu'allons-nous en faire ?

## II - Sauver l'URSS ?

On peut identifier plusieurs scénarios possibles de l'attitude de l'Ouest face à l'URSS : ne rien faire ; assister l'URSS au coup par coup et bilatéralement ; escompter la désintégration et assister les Républiques (ou attendre de pouvoir le faire) ; élaborer un programme multilatéral d'aide en pariant sur la survie de l'Union, sous une forme à définir. Tous ces scénarios supposent que l'URSS a perdu l'initiative ; c'est aujourd'hui à l'Ouest de décider comment il souhaite voir l'URSS dans le monde économique de demain, en ajoutant que l'Ouest lui-même est hors d'état de maîtriser le processus de l'insertion.

### A — La fin de l'URSS : l'Ouest, spectateur passif de la crise

Paradoxalement, c'est en URSS même que cette attitude est répandue. Le découragement collectif est tel que tout effort est déconseillé aux Occidentaux.<sup>4</sup> Le vertige de l'abîme saisit les esprits les plus rationnels. Toutes sortes de vieux démons resurgissent, depuis la référence au vieux fonds asiatique qui sépare irrémédiablement la Russie de l'Europe, jusqu'à la

4. Tout un débat s'est développé à ce sujet. Citons quelques titres et extraits de la presse soviétique. «Il est indispensable de réaliser en URSS un solide consensus en politique intérieure tant à l'égard des réformes intérieures que des conditions de l'aide extérieure», Alexandre BEVZ et Andreï KOROUNOV, «Les pays étrangers nous aideront-ils ?», *Temps Nouveaux*, n° 30, juillet 1990 ; Guenrich BAÏENOV, «Une des rames a été laissée sur le rivage : faut-il ou non aider l'Union soviétique ?», *Temps Nouveaux*, n° 32, juillet 1990 ; Leonid ARTSICHEVSKI, «Les ressources extérieures : L'Occident est-il prêt à investir chez nous et serons-nous capables d'en tirer profit efficacement ?» *Temps Nouveaux*, n° 37, septembre 1990. Voir aussi A. SHABALIN — (à ne pas confondre avec Shatalin) —, (1990), «Vziat' vzaimy? O nashei vneshnei zadolzhennosti, vozmozhnosti eksporta i novykh zapadnykh kreditakh» (Emprunter ? À propos de notre dette extérieure, de nos possibilités d'exportation et des nouveaux crédits occidentaux), *Pravitel'stvennyi Vestnik*, n° 33, août, pp. 10-11) : «les milliards occidentaux nous attirent comme une bouée de sauvetage ; mais toute notre expérience antérieure nous dit que nous ne saurons pas les utiliser rationnellement» ; et, dans le sens opposé, Soltan DZHARASOV, «Kogda kredit ne vredit» (Quand le crédit ne gâche rien), *Pravitel'stvennyi Vestnik*, n° 37, septembre 1990, p. 10 : «nous avons besoin de 20 à 30 milliards de crédits en même temps que d'une place au soleil du marché mondial» ; Ju. GAVRILOV, «Mozhno li kupit' Sovetskii Soiuz za dollary ?» (Peut-on acheter l'URSS contre des dollars ?) *Ekonomika i Zhizn*, n° 38, 1990, p. 5.

métaphysique dostoievskienne du châtimeut qui précède le rachat, en passant par le souvenir du «Temps des Troubles» qui a préparé l'avènement d'une Russie moderne. Voici quelques citations du mois d'octobre 1990: «Force est de constater que nous avons frisé la limite fatale»;<sup>5</sup> «Si l'on ne procède pas immédiatement à la *perestroïka*, le pays explosera»;<sup>6</sup> «La situation sur le marché s'est détériorée de façon catastrophique».<sup>7</sup>

Supposons que l'URSS plongée dans le chaos se referme sur elle-même, et soit rayée des préoccupations du monde occidental, et aussi que le règlement interne de ses problèmes n'ait pas de répercussions politiques externes (cette dernière hypothèse est peu réaliste en cas de troubles ethniques régionaux violents). L'Ouest en subirait-il des répercussions économiques ?

Il est clair que les interdépendances économiques existantes joueraient dans ce cas contre l'Ouest aussi : moins de débouchés céréaliers pour l'Amérique du Nord et la France, moins d'approvisionnements en gaz, obligeant à des solutions onéreuses de compensation, fermeture d'un marché d'exportation non négligeable.

Mais surtout, un petit nombre de pays développés porterait désormais toute la charge du développement mondial. C'est déjà le cas aujourd'hui d'ailleurs. Mais la situation est occultée par le fait que l'on n'a pas encore dépassé la division tripartite du monde : on continue à parler d'Est et d'Ouest, de Nord et de Sud (Ouest et Nord ne faisant qu'un dans la géopolitique des points cardinaux). Or aujourd'hui l'Est n'aspire qu'à s'amalgamer, le plus vite possible, dans l'«Ouest». Espoir encouragé avec précaution à l'Ouest : la Communauté européenne va proposer à l'Europe de l'Est une nouvelle génération d'accords «européens», préfigurant l'intégration mais à (long) terme. Le noyau dur des États industrialisés d'Europe sera ainsi entouré de sa «frange» de pays «intermédiaires», les uns déjà membres de la Communauté ou appartenant à l'Espace économique européen comme les pays de l'AELE (Association européenne de libre-échange), les autres – les pays d'Europe Centrale – attendant leur entrée. Outre le coût économique du soutien à la transition en Europe centrale – qui à long terme seulement sera compensé par un gain net pour l'ensemble européen – l'Europe occidentale devra désormais soutenir, conjointement avec l'Amérique du Nord et le Japon, tout l'ensemble du Tiers Monde.

Est-ce à dire que par le passé l'URSS et ses satellites contribuaient de façon significative à l'aide au développement ? En termes financiers, certainement non. En fait, seules l'URSS et la RDA assuraient l'essentiel d'une aide publique qui n'a jamais dépassé 5 % de l'aide publique occidentale. Mais l'existence même de cette assistance, ainsi que ses conditions politiques

5. Egor IAKOVLEV, rédacteur en chef des *Nouvelles de Moscou*, 21 octobre 1990.

6. Gavril POPOV, maire de Moscou, *ibid.*

7. M. GORBATCHEV, discours au Soviet Suprême, 19 octobre 1990.

implicites – l'adhésion à un modèle «socialiste», permettaient à l'Ouest de ranger un certain nombre de pays dans l'orbite économique de l'URSS. On pouvait à la fois dénoncer cette ingérence économique et s'affranchir, à l'égard des pays «clients» de l'URSS, d'obligations positives d'assistance systématique.

Il n'y a plus de compétition Est-Ouest dans le Tiers Monde. Il y a un petit groupe d'économies développées de marché, qui ont désormais le dangereux privilège de constituer le seul modèle économique ayant fait ses preuves dans l'histoire, et de pouvoir soutenir par leur aide l'application de ce modèle ailleurs.

On nous dira que ce nouvel ordre économique international est déjà présent. Même si l'URSS parvient à redresser son économie, elle ne sera longtemps qu'un nouveau Brésil – un pays immense doté de ressources naturelles mal exploitées, avec une industrie civile actuellement sans doute beaucoup moins moderne que l'industrie brésilienne. Pourrait-elle, à long terme, rejoindre les rangs des grands pays développés? Si l'on fait ce pari, comment peut-on influencer l'issue?

#### B — L'opération survie : l'aide bilatérale au coup par coup

L'aide bilatérale à l'URSS est non seulement la méthode la plus simple, mais aussi la plus avantageuse du point de vue des intérêts nationaux des donateurs. Elle ne pose pas de conditions quant aux procédures de la transition vers le marché et de la stabilisation économique; elle en pose quant au développement des relations bilatérales.

L'année 1990 a vu plusieurs exemples d'une telle aide: la série des crédits allemands commençant en juin avec le prêt interbancaire, garanti par l'État, de 5 milliards de DM, suivi du prêt de 3 milliards de DM destiné à faciliter le retrait des troupes soviétiques stationnées en Allemagne de l'Est; le prêt garanti de 2,5 milliards de dollars promis en septembre par le gouvernement italien; les crédits similaires négociés en octobre avec l'Espagne (1,5 milliard de dollars) et la France (1 milliard).

Ce sont là des opérations selon le principe de «charité bien ordonnée...» La plus grande partie de ces crédits permet de rembourser des dettes échues d'entreprises et organisations soviétiques aux exportateurs des pays concernés, ou garantit de nouveaux achats (équipements et biens de consommation) à ces pays. Un scepticisme croissant se développe cependant dans les milieux gouvernementaux et bancaires occidentaux, qui ont l'impression d'injecter de la monnaie dans un gouffre sans fond. Les experts soviétiques eux-mêmes soulignent que les nouveaux crédits pour l'achat d'équipements peuvent aboutir, comme les anciens, à une accumulation de machines non installées rouillant dans des dépôts. Les achats de biens de consommation sont conçus comme une aide à la stabilisation, en mettant dans les magasins des produits dont l'achat épongera une partie des encaisses liquides de la

population. Mais cela peut être une opération sans lendemain si ces encaisses se reconstituent faute d'une politique déflationniste rigoureuse, ou si les produits en question sont détournés par les agissements de la « mafia » complaisamment décrits dans tous les journaux. Et une fois les dettes échues remboursées, où prendra-t-on de quoi rembourser les nouveaux prêts ? Les estimations optimistes sur les gains que l'URSS pourrait retirer de la hausse du prix du pétrole, et sur le passage de ses relations avec l'Europe de l'Est à un nouveau régime, sont démenties, fin 1990, par le sombre avenir de l'industrie pétrolière, dont la production baisse dramatiquement.

Les gouvernements occidentaux doivent-ils encourager leurs hommes d'affaires à investir en URSS ? Les quelque 2 000 « *joint ventures* » existantes ont représenté un apport en capital minime eu égard aux besoins soviétiques, de l'ordre de 3 milliards de dollars, dont une grande part n'a pas encore été en fait transférée. L'investissement direct étranger pourra en principe démarrer sur une grande échelle après le décret présidentiel d'octobre 1990 autorisant les étrangers à détenir 100 % des actifs d'une entreprise en URSS, mais pour cela il faudra des garanties que la loi (en discussion en novembre 1990) ne stipule pas clairement, et surtout un climat de confiance de moins en moins présent. Les dispositions déroutantes sur les nouveaux taux de change du rouble adoptées en octobre 1990, loin de rassurer les investisseurs, ne peuvent que leur faire peur : ils risquent de perdre 9/10<sup>ème</sup> de leurs apports !<sup>8</sup>

Les « grands investisseurs » prospectifs, au premier chef les grandes compagnies pétrolières, commencent d'ailleurs à envisager des négociations avec les responsables directs, à savoir les Républiques.<sup>9</sup> Doit-on alors aider les Républiques plutôt que l'URSS, entérinant les tendances centrifuges au sein de l'Union ? On s'achemine alors vers un modèle différent : l'URSS n'existera plus en 2000, mais à sa place on sera en présence d'un ensemble stabilisé, formant peut-être un espace économique homogène.

8. Le décret présidentiel du 26 octobre introduit un taux « commercial » du rouble de 1,8 rouble pour 1 dollar qui est une dévaluation par rapport au taux officiel, de 0,6 rouble pour 1 dollar. Le nouveau taux servira entre autres pour l'évaluation des apports en capital des investisseurs étrangers. Le rapatriement des profits réalisés en roubles sera désormais possible, mais à condition que les investisseurs étrangers se procurent les devises nécessaires sur le « marché » des enchères en devises ; actuellement ce marché pratique des taux de l'ordre de 25 à 30 roubles pour 1 dollar. Même s'il est élargi, et si par hypothèse le taux du marché baisse à 18 roubles pour un dollar il sera de toute façon dix fois plus élevé (en roubles par dollar) que le taux commercial. Un investissement de 100 dollars rapportant un profit de 10 % sera estimé à 180 roubles (valeur de l'apport) alors qu'au moment du rapatriement les 18 roubles de profit généré (10 % de 180 roubles) ne vaudront plus qu'1 dollar !

9. Et même à conduire de telles négociations, comme ce fut apparemment le cas entre Chevron et le président de la République du Kazakhstan en septembre 1990.

## C — L'Ouest face à l'Eurasie, de Brest à Vladivostok

Face à l'éclatement de l'Empire, les puissances occidentales ont eu une attitude extraordinairement indécise : que faut-il vouloir ? En principe favorables à la souveraineté des Républiques et tout particulièrement des plus «occidentalisées», à savoir les Républiques baltes, les gouvernements occidentaux ont été effrayés par les explosions de violences ethniques, déroutés par la bruyante irruption de minorités souvent inconnues d'eux. Le duel au sommet Gorbatchev-Eltsin, Moscou contre Moscou, a suscité surtout l'incertitude : de qui faut-il vouloir le succès ? Au cours de 1990, l'érection de barrières douanières entre les républiques, voire les régions, les revendications souvent naïves sur la propriété des ressources «nationales», ont augmenté l'inquiétude. Dans chaque pays de l'Ouest, du plus unitaire comme la France, au plus fédéral comme le Canada, on peut aisément se représenter des scénarios de dislocation, avec maints exemples concrets de crises plus ou moins bien surmontées.

L'Ouest a donc une tendance bien compréhensible à souhaiter une solution «raisonnable» du type d'un «bon» traité entre l'Union et les Républiques. Les négociations à cet effet sont en cours. Après de longs attermoissements M. Gorbatchev a ouvert un large éventail de possibilités, depuis la sécession jusqu'à l'association (sous forme fédérale, confédérale ou autre). Il n'est pas possible à ce jour de se prononcer sur l'issue de ces négociations.

Quel scénario privilégier ? La sécession probable des Républiques baltes ajoutera un ou trois États à l'ensemble centre-est-européen, avec des revendications similaires (et légitimes) en ce qui concerne l'aide à la transition et l'accès à l'Europe occidentale, sous forme d'association ou adhésion à la CEE. L'Ukraine, la Biélorussie, la Moldova ? Ce serait un ensemble autrement plus difficile à intégrer. L'Ukraine, par exemple, se compare à une France qui aurait un niveau de développement analogue à celui de la France d'avant-guerre : même fort potentiel agricole, même type de richesses minières ayant favorisé des industries aujourd'hui à fermer, basées sur le charbon et le fer, ressources humaines de qualité mais à recycler. À terme, l'Ukraine peut devenir une puissance économique moderne, mais combien lui faudra-t-il ? Qui lui fournira les capitaux ? La Moldova sera une seconde Roumanie ; la Biélorussie à l'identité nationale incertaine (au moins vu de l'Ouest) sera la sœur pauvre de la Pologne. Si tous ces pays émergent comme États indépendants, on ne pourra plus éviter de poser la question si détestée en Europe centrale : ne faudra-t-il pas regrouper cette aire géopolitique en une communauté européenne orientale parallèle ? Économiquement une telle communauté serait sans doute viable. Politiquement elle susciterait des objections majeures.

Aucune des autres Républiques, seules ou régionalement associées, ne semblent viables une fois dissociées de l'Union. La Russie le serait-elle ? La Russie est elle-même un empire. L'éclatement de l'Union porte en germe celui de la Russie. La République est politiquement fragile, comme le montrent les conflits entre les deux capitales historiques, Leningrad-Petersbourg

et Moscou, les revendications des minorités. Elle est économiquement totalement déséquilibrée, avec l'immense Sibérie riche en ressources et pauvre en hommes, un centre rural européen vide et écologiquement dévasté, des citadelles industrielles obsolètes. Mais elle est aussi, avec le Kazakhstan dont les possibilités concrètes de survie en tant qu'État indépendant sont nulles, le grand réservoir d'énergie de toute l'Europe orientale (comprenant l'Ouest de l'Union soviétique). On voit mal comment l'Europe du Centre-Est, et par ricochet l'Europe occidentale, pourraient dominer sans grands dommages une rupture des approvisionnements, sans doute inéluctable à court terme au moins dans l'hypothèse de bouleversements politiques.

L'intérêt de l'Ouest – du monde – est donc de favoriser un arrangement viable sous forme d'un traité d'union ménageant la transition vers un État soviétique nouveau. Ceci peut être incorporé dans une assistance multilatérale à la transition démocratique vers le marché.

#### D — Demain, l'Union soviétique ?

La place de l'Union soviétique dans le monde de demain dépend d'hypothèses sur sa survie. Nous faisons ici l'hypothèse que l'URSS « survivra », et que l'aide occidentale multilatérale est cruciale à cet égard. Les grandes organisations internationales dont font partie les 24 pays les plus industrialisés – la Communauté européenne, l'OCDE, le FMI, la Banque Mondiale comme « noyau dur » – ont résolu en 1990 d'examiner d'abord l'état de l'URSS, pour formuler les conditions de l'aide.

En attendant, à part l'aide bilatérale déjà évoquée, et les variétés diverses d'aide technique (envoi d'experts, initiation aux techniques du marché), rien d'autre n'est envisagé, fin 1990, que l'aide humanitaire d'urgence : permettre aux Soviétiques de passer l'hiver nourris et chauffés. Le besoin éventuel d'une assistance de survie « contre la faim et le froid » ne semble plus une hypothèse catastrophiste d'école. À l'automne 1990, alors que la récolte soviétique de céréales semblait devoir atteindre un niveau record de 230 millions de tonnes, on s'attendait à ce qu'une large proportion en soit perdue ou en tout cas indisponible, pour des raisons traditionnelles (manque d'équipements pour la moisson, le transport, le stockage) et nouvelles (non livraison par les exploitations et les paysans individuels, dans l'attente de hausses de prix). Le besoin d'importation fin 1990 était chiffré à 40-45 millions de tonnes pour l'année suivante, autant que dans les années de mauvaises récoltes au cours de la décennie écoulée. Le Gosplan a annoncé début octobre 1990 que les menaces de famine devraient être prises au sérieux, et malgré l'aspect politique de cette annonce faite par une administration « conservatrice » dans un journal dit « réactionnaire » de telles prévisions pourraient se réaliser.<sup>10</sup> Quant au « froid », le chaos de l'industrie

10. Cité dans *Financial Times*, 4 octobre 1990. Le journal qui a publié cette annonce est *Sovietskaia Rossia*, la publication officielle du parti communiste.

pétrolière et pétrochimique soviétique ne rend plus absurde l'hypothèse selon laquelle l'URSS pourrait avoir à importer, pour ses besoins propres et non plus seulement pour réexportation, du pétrole et des produits raffinés.

À plus long terme, l'aide occidentale sera fournie sous condition d'un programme crédible de réforme. Les experts occidentaux ont été échaudés par le sort des programmes proposés et abandonnés entre 1988 et 1990. Le «modèle» est-européen, et au premier chef l'expérience polonaise suggère qu'un tel programme doit comporter la «stabilisation» monétaire et financière (réduction des encaisses liquides de la population, élimination du déficit budgétaire et de la dette publique), la libéralisation des prix (avec élimination des subventions), la marche à la privatisation, l'ouverture à l'extérieur par la convertibilité de la monnaie. Les institutions de régulation macro-économique du marché (système bancaire et fiscal permettant une politique monétaire et financière) doivent être mises en place parallèlement.

Les experts s'accordent à considérer que quel qu'il soit, un programme crédible doit comporter des séquences rigoureusement définies et datées, permettant de mettre en place tous les éléments de la transition et en même temps de procéder immédiatement à la stabilisation. L'avant-dernier en date des programmes soviétiques, le projet des «500 jours» élaboré sous la direction de l'Académicien Shatalin, correspondait à peu près à ces exigences, quoique trop timide sur la libéralisation des prix et trop vague sur les mesures de stabilisation. Mais il a été rejeté au profit d'un programme de compromis adopté le 19 octobre, dont avant même son lancement la plupart des experts soviétiques s'accordent à dire qu'il est irréalisable. Pour augmenter la confusion, la Russie a adopté le programme Shatalin, mais ses auteurs mêmes ont déclaré qu'il était inapplicable dans ces conditions. Enfin le président Gorbatchev s'est fait donner en septembre les pleins pouvoirs pour assurer par décret les premières mesures de transition vers le marché, mais en a usé de manière désordonnée et contradictoire.

Les mieux disposés des experts occidentaux (ou les plus effrayés par la désorganisation de l'URSS) proposent tout de même un agenda des conditions minimales : fixer le départ d'un programme de stabilisation monétaire ; garantir une convertibilité minimale mais effective du rouble (convertibilité interne ouverte aux résidents, dont les personnes morales étrangères) ; commencer la désétatisation (par transfert des actifs de l'État à des entités non étatiques démocratiquement contrôlées, tels des offices de privatisation, fonds ad hoc, etc.) et lancer la «petite» privatisation (ventes aux particuliers de magasins, petites entreprises) ; créer une banque centrale indépendante du gouvernement. La viabilité politique de telles mesures suppose évidemment résolue la question de l'État lui-même ; la conclusion du traité union-républicains est donc elle-même une condition.

Peut-on rêver ? À coup sûr, l'aide occidentale ne peut résoudre les problèmes de l'URSS. Et contrairement à ce qui s'est passé pour l'Europe orientale, ou pour nombre de pays en développement, les moyens de pression



sur l'URSS sont faibles. Le leadership actuel – concrètement, M. Gorbatchev – est hors d'état de formuler des besoins précis d'aide. L'URSS n'est pas non plus le dos au mur. Elle a des possibilités considérables d'obtenir des devises par ses exportations traditionnelles. Il ne dépend pas de l'Ouest qu'elle y parvienne ; cela dépend des relations entre l'Union et les Républiques, des rapports de force entre le pouvoir et les travailleurs. L'Ouest est impuissant à influencer ces données. Tout au plus peut-il renforcer la position de M. Gorbatchev en lui accordant une caution morale – à supposer qu'il y ait quelque chose à cautionner, à savoir un programme d'action.

On peut aussi penser plus loin. Si l'URSS sort de la crise et se redresse, l'Ouest n'en retirera pas seulement des avantages matériels tels que la conservation de ses approvisionnements énergétiques. Dans une perspective d'issues « globales », le territoire soviétique peut devenir une réserve essentielle pour la protection de l'environnement, si le pays est incité à stopper la pollution, et aidé à le faire par une assistance technique et financière. La sensibilisation sociale aux problèmes d'environnement y a été extraordinairement rapide pour un pays découvrant la démocratie. Alternativement, l'hypothèse de crise et chaos contient potentiellement en germe des menaces considérables pour l'environnement mondial : manipulations nucléaires, utilisation inconsidérée de ressources naturelles par des autorités inconscientes ou incompétentes. Un autre enjeu global est celui de la santé, qui concerne cette fois les ressources humaines. Il se découvre aujourd'hui (certains experts en avaient conscience, mais la propagande soviétique, ici avec succès, avait occulté le problème) que la population soviétique possède le niveau de formation d'un pays développé – il y sans doute moins d'analphabètes qu'aux États-Unis – mais avec un niveau de santé comparable à celui d'un pays sous-développé. Il ne s'agit pas ici de recommander une assistance purement « humanitaire ». Les risques de contamination, au sens propre, seraient considérables à l'échelle mondiale en cas de mouvements migratoires massifs exarcerbés par la crise.

Intégrer l'URSS dans le monde économique de demain n'est pas seulement un problème de rationalisation de flux commerciaux ou financiers. D'une certaine manière, il y va aussi du bien-être du monde.